



CHAPITRE 78

LOI CONCERNANT LA PROTECTION DES COLONS

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé de la protection des colons*.

2. Les terres publiques octroyées aux colons de bonne foi, sous forme de billet de location, permis d'occupation, certificat de vente, ou autres titres semblables, ou aux mêmes fins, en vertu de la loi, ainsi qu'en vertu des arrêtés en conseil et règlements adoptés suivant la loi, de même que les améliorations, impenses et constructions faites par ces colons, ne peuvent, tant que les lettres patentes ne sont pas émises, être engagées ou hypothéquées, par jugement ou autrement, ni être saisies et exécutées, pour aucune dette quelconque, à moins que ce ne soit pour le prix de telle terre, pour le paiement des taxes municipales ou scolaires, frais de voirie, et répartitions pour constructions d'églises, presbytères ou cimetières, et ce, nonobstant les articles 1980 et 1981 du Code civil, et les articles 613 et 614 du Code de procédure civile.

Toutefois, ce droit d'exemption de la saisie et exécution, ne doit pas s'étendre à plus de six ans de la date du billet de location, du permis d'occupation, du certificat de vente ou autre titre semblable, comme susdit. S. R. (1909), 2091; 11 Geo, V, c. 43, s. 9.

Insaisissabilité, etc., des terres de colons.

Terme de l'exemption de la saisie.

3. Tout concessionnaire de terre publique en cette province, qui acquiert, par billet de location ou permis d'occupation, un certificat de vente ou autre titre semblable, émis soit en son nom, soit au nom d'une autre personne dont il est devenu le concessionnaire ou le représentant légal, peut, dans les trois mois qui suivent l'émission de ses lettres patentes, choisir un certain nombre d'acres de telles terres, mais ne dépassant pas cent, pour se créer un patrimoine de famille (*homestead*).

Création du patrimoine de famille.

Insaisissabilité de ce patrimoine.

Lorsqu'il a fait une déclaration solennelle de ce choix, selon la formule 1, que ladite déclaration a été reconnue, conformément à la loi de la preuve en Canada, et qu'elle a été enregistrée dans lesdits trois mois au bureau d'enregistrement de l'endroit où sont situées telles propriétés, les terres ainsi choisies comme patrimoine de famille, avec les bâtiments ou autres constructions y érigés, tant qu'ils sont entre les mains du concessionnaire, ou entre les mains de sa veuve ou de ses enfants, héritiers, légataires ou donataires, de même que les droits, titres et intérêts qu'ils peuvent y avoir, sont, nonobstant les articles 1980 et 1981 du Code civil et les articles 613 et 614 du Code de procédure civile, exempts de la saisie et exécution, durant les quinze années suivant la date de l'enregistrement de cette déclaration, pour le paiement des dettes qu'ils ont contractées soit avant, soit pendant cette période, à moins que ce ne soit pour le prix de ces terres, ou pour purger les charges ou hypothèques valides qu'ils ont consenties eux-mêmes sur la propriété, après l'émission des lettres patentes.

Enregistrement de la déclaration du concessionnaire ; certificat du registraire.

Sur réception de cette déclaration et sur paiement de l'honoraire de cinquante centins, le registraire est tenu d'enregistrer telle déclaration et de fournir, sur paiement d'un semblable honoraire de cinquante centins, au concessionnaire ou à ses représentants comme susdit, un certificat suivant la formule 2, lequel certificat est valable devant tout tribunal. S. R. (1909), 2092.

Insaisissabilité de certains effets du colon.

4. Sans préjudicier aux articles 598 et suivants du Code de procédure civile, les meubles et effets ci-dessous énumérés, qu'ils soient entre les mains d'un colon de bonne foi, tel que mentionné dans l'article 2, ou entre les mains de sa veuve ou de ses enfants ou descendants en ligne directe, sont, tant que la personne sur laquelle la saisie est faite est propriétaire du fonds en vertu du dit article, exempts pour toute dette quelconque de la saisie et exécution, excepté pour le paiement des taxes, charges et redevances mentionnées à l'article 2, et cela à compter de la date de l'octroi de telles terres, et durant quinze ans après l'émission des lettres patentes, savoir:

1° Les lits, literies et bois de lits à l'usage ordinaire de sa famille;

2° Les vêtements ordinaires et nécessaires pour lui et sa famille;

3° Un poêle et son tuyau, une crémaillère et ses accessoires, une paire de chenêts, un assortiment d'ustensiles de cuisine, une paire de pincettes et une pelle, une table, six chaises, six couteaux, six cuillères, six four-

chettes, six assiettes, six tasses à thé, six soucoupes, un sucrier, un pot au lait, une théière, tout rouet à filer et métier à tisser destinés à l'usage domestique, une hache, une scie, un fusil, six pièges, les rets et seines de pêche ordinairement en usage et dix volumes;

4° Du combustible, de la viande, du poisson, de la farine et des légumes, suffisants pour lui et sa famille pendant trois mois;

5° Les grains de semence nécessaires pour ensemen-
cer sa terre;

6° Deux chevaux ou deux bœufs de labour, dix autres bêtes à cornes, six moutons, cinq cochons, les animaux de basse cour, les grains et fourrages nécessaires à l'hivernement ou à l'engraissement de ces animaux;

7° Les voitures et instruments d'agriculture;

8° Les matériaux de construction destinés à la construction, à la réparation ou à l'amélioration des bâtiments, ou moulins sur sa terre.

Les effets mentionnés aux paragraphes 1°, 2°, 3°, 4°, 5° et 6° sont laissés sur un plus grand nombre, au choix du débiteur. Choix du débiteur.

Les effets mentionnés aux paragraphes 3°, 4°, 5°, 6°, 7° et 8° ne sont pas exempts de la saisie et de la vente, s'il s'agit du prix de leur acquisition. S. R. (1909), 2093. Exceptions.

5. Si un colon a occupé une terre de la couronne plus de cinq années avant l'émission des lettres patentes, le surplus de ces cinq années doit être retranché des quinze années de l'exemption mentionnée dans l'article 4. S. R. (1909), 2094. Restriction quant à la durée de l'exemption.

6. Le propriétaire du patrimoine de famille et des terres publiques en vertu des articles 2 et 3 a droit de l'aliéner à titre gratuit ou onéreux, même sans le consentement notarié de son conjoint. S. R. (1909), 2095. Aliénation à titre gratuit ou onéreux.

7. Rien, dans la présente loi, ne doit être interprété de manière à exempter une terre de la couronne occupée avec permis d'occupation, du paiement des taxes municipales et scolaires et des répartitions d'églises. S. R. (1909), 2096. Exceptions à l'exemption.

8. La présente loi s'applique aux pêcheurs qui sont en même temps colons. S. R. (1909), 2097. Pêcheurs.

FORMULES

1.—(Article 3)

Déclaration d'acquisition du patrimoine

Je, A. B., de _____, comté de _____, déclare solennellement par les présentes que je suis propriétaire et en possession de terres publiques en vertu de lettres patentes émises le _____ jour du mois de _____, 19 _____ ;

Que, conformément à la Loi de la protection des colons, (chap. 78 des Statuts refondus de Québec, 1925), j'ai choisi _____ acres de telles terres pour me servir de patrimoine de famille (*homestead*) lesquelles sont décrites comme suit, savoir: (*description de la terre*) _____,

et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et sachant qu'elle a la même force et le même effet que si elle était faite sous serment en vertu de la Loi de la preuve en Canada.

A. B.

Reconnu et déclaré devant moi, un des juges de paix de Sa Majesté, pour le district de _____ à _____, ce _____ jour du mois de _____, 19 _____.

S. H.

juge de paix.

S. R. (1909), 2097, formule A.

2.—(Article 3)

Certificat du registraire

Je, L. M., registraire pour la division de _____, certifie par les présentes, que A. B., de _____, comté de _____, a produit à mon bureau, pour être enregistrée, sa déclaration solennelle constatant qu'en vertu de la Loi de la protection des colons (chap. 78 des Statuts refondus de Québec, 1925), il a choisi _____ acres de terres qu'il possède par lettres patentes de la couronne, pour lui servir de patrimoine de famille (*homestead*), lesquelles terres sont décrites comme suit: (*description de l'immeuble*). _____.

Et que, conformément à ladite loi, j'ai enregistré ladite déclaration pour valoir ce que de droit.

Daté à _____, ce _____ jour du mois de _____, 19 _____.

L. M.,
registraire.

S. R. (1909), 2097, formule B.